

INTERVIEW

RECHERCHE BIO

« Avec les fermiers, pour les fermiers et chez les fermiers »

Entretien : Florent Toniello

Raymond Aendekerk est le directeur de l'Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur (IBLA). Il fait le point pour le woxx sur la recherche bio au grand-duché.

woxx : *Quel est l'historique de l'IBLA ?*

Raymond Aendekerk : Il a été créé en 2007 sur le modèle du FiBL suisse, un institut pionnier dans la recherche bio, fondé dès 1973. J'y avais déjà des contacts, et j'ai pensé que c'était le bon moment pour une structure similaire ici : j'ai donc affrété un minibus avec des fermiers bio luxembourgeois, et nous nous sommes rendus en Suisse, à Frick, pour bénéficier pendant deux jours de l'expérience du FiBL. Six mois plus tard, nous avons créé l'IBLA. Il s'agissait de disposer d'une institution de recherche neutre, par rapport aux deux associations déjà existantes de producteurs biologiques, plus politisées et donc moins objectives. Les statuts de notre asbl énoncent trois objectifs principaux : la recherche, la vulgarisation ainsi que la formation continue et la documentation.

Combien de personnes emploie l'institut aujourd'hui ?

Nous comptons 40 membres fondateurs, dont les deux associations de producteurs bio de l'époque, le FiBL, des agriculteurs et des personnes de la société civile. Pendant presque deux ans, nous avons eu peu d'activi-

tés ; celles-ci ont réellement démarré avec le financement gouvernemental apporté par le plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique. Il nous a permis d'engager notre première employée et de reprendre l'activité de vulgarisation précédemment exercée par les associations bio. Actuellement, nous comptons toujours 40 membres, plus trois permanents pour la recherche, trois pour la vulgarisation et moi, le directeur.

« Trois objectifs principaux : la recherche, la vulgarisation ainsi que la formation continue et la documentation. »

Quels sont vos principaux projets de recherche ?

Les essais de champ chez les agriculteurs représentent la grande majorité de nos projets : nous voulons faire de la recherche avec les fermiers, pour les fermiers et chez les fermiers. Nous testons des céréales ou des légumineuses (haricots, soja, lupin...). Nous avons aussi créé un réseau de fermes de démonstration - huit en tout au Luxembourg. Mais nous avons aussi des projets plus théoriques, comme la réalisation d'une étude comparée de l'efficacité économique et écologique en agricul-

ture conventionnelle et en agriculture bio. Au départ, nous ne savions pas encore exactement dans quelle direction nous orienter ; nous avons donc procédé à la rédaction d'un agenda de recherche, pour lequel nous avons réalisé une douzaine d'entretiens préalables avec des institutions concernées : les lycées agricoles, l'Administration des services techniques de l'agriculture, le Centre de recherche public (CRP) Gabriel Lippmann, les administrations de la santé et de l'environnement... Cela nous a permis de définir les projets nationaux mentionnés et d'autres à mener en collaboration avec l'étranger.

Pouvez-vous donner des exemples de projets internationaux ?

Nous participons par exemple à Tilman-Org, une vaste étude européenne destinée à développer des techniques de labour économes en énergies fossiles, tout en augmentant le pourcentage d'humus dans le sol. Le CRP Gabriel Lippmann est le porteur de projet au Luxembourg, et nous délègue la partie purement agronomique, c'est-à-dire la responsabilité des essais de champ. Il procède pour sa part au calcul des effets sur le climat. Le rapport final est en cours de rédaction, avec des fiches pratiques pour les agriculteurs. Ce projet a été l'occasion d'une excellente synergie avec une institution plus théorique, nous qui avons une orientation très pratique. Nous participons également au projet européen Cobra, qui

a pour but l'étude de la culture des légumineuses. Il faut aussi mentionner le tout nouveau projet Leonardo da Vinci, en collaboration avec des institutions similaires en Autriche, République tchèque et Hongrie, qui vise à échanger nos expertises respectives afin d'améliorer la qualité de la formation continue et la communication avec les agriculteurs pendant la phase de recherche.

« Il y a un intérêt certain pour la culture locale de protéines. »

Les légumineuses semblent très importantes, avec également un projet soutenu par le Fonds national de la recherche.

Oui, sur le soja en particulier. On réfléchit beaucoup actuellement à l'autosuffisance en protéines, puisque le monde entier en importe d'Amérique du Sud sous la forme de tourteaux de soja pour le bétail par exemple. Par conséquent, il y a un intérêt certain pour la culture locale de protéines : depuis trois ans, nous organisons un séminaire annuel sur le sujet, et plus de 100 personnes y participent. Ma collègue Steffi Zimmer est devenue l'experte nationale sur ces questions. Le simple fait d'avoir organisé des essais de champ pour le soja, y compris pour l'alimentation humaine, a augmenté la crédibilité de l'agriculture bio au sein de la com-



Raymond Aendekerk, 53 ans, est un écologiste bien occupé : ingénieur agronome chez Natur & Umwelt - Fondation Hëllef fir d'Natur, il est échevin vert de la commune de Betzdorf, directeur de l'IBLA et exploite un petit verger bio.

PHOTO : WOXX

munauté conventionnelle, pour laquelle c'est une problématique tout aussi importante. Notre objectivité et notre sens pratique ont été couronnés de succès.

Comment sont choisies les semences qui font l'objet d'une recherche ?

Dans l'agriculture biologique, on ne dispose pas de ces moyens de correction que sont les produits phytosanitaires. C'est pourquoi il est indispensable de semer des variétés qui résistent mieux aux maladies et qui poussent bien sans engrais chimiques. Elles existent déjà, mais nous les cultivons dans nos champs de l'Oesling - à Hupperdange - et à Colmar-Berg afin de connaître leur rendement au Luxembourg sur plusieurs années ; nous établissons ainsi des listes de variétés intéressantes pour les agriculteurs grand-ducaux. Les critères sont les suivants : une plante saine, un rendement intéressant et constant ainsi que, pour les céréales, une farine aisément panifiable. Deux ou trois fois par an, nous organisons des visites auxquelles nous convions tous les agriculteurs, y compris les conventionnels. Durant ces rencontres, il y a aussi des discussions techniques sur les variétés que nous cultivons et bien sûr un dialogue plus fondamental sur le futur de notre agriculture.

Comment vous positionnez-vous dans le débat sur le règlement européen sur les semences (woxx 1272) ?

Nous cherchons toujours à obtenir nos semences dans un secteur artisanal et paysan, afin de garantir une autonomie et des semences adaptées à nos fermes et à leurs conditions de culture. Nous travaillons par exemple étroitement avec la coopérative de production de semences luxembourgeoise (LSG) pour l'obtention de graines bio. Au niveau européen, nous souhaitons renforcer le secteur de la production de semences paysannes. C'est très difficile : les multinationales comme Monsanto ont déjà acheté et achètent encore beaucoup de petites structures. Nous avons besoin d'un réel soutien aux petits obtenteurs - il faut quand même dix ans et plusieurs millions d'euros pour créer une nouvelle variété.

Pouvez-vous en dire plus sur les tests de panification ?

Nous conduisons des tests dans des laboratoires allemands pour comprendre comment la farine se comporte une fois élaborée en pâte, même si le contenu en protéines est moins élevé. En général, il est admis que 12 à 13 pour cent de protéines sont nécessaires pour que la pâte lève. Nous avons pu démontrer qu'un taux moins élevé peut être suffisant, selon la technique boulangère employée. En général, une technique artisanale plutôt qu'industrielle permet de mieux gérer la variation du taux de protéines, tout en conservant un bon produit final. D'où viennent les protéines ? De l'azote récupéré par

la plante. En agriculture conventionnelle, il suffit d'apporter de l'azote par les engrais, mais en bio c'est bien plus compliqué. D'où l'intérêt de ces tests.

« Avec notre étude, nous avons pu convaincre le ministère de revoir à la hausse les subventions aux agriculteurs bio. »

Les chiffres de l'agriculture bio au Luxembourg sont plutôt contradictoires : demande élevée et faible production (woxx 1274). Comment l'expliquez-vous ?

D'un point de vue politique, il n'y a certes pas assez de réaction des agriculteurs à la demande des consommateurs. Mais du point de vue plus scientifique de l'IBLA, il faut comprendre que les fermiers voient en premier lieu la performance par rapport aux techniques utilisées : sept à huit tonnes à l'hectare de blé pour le conventionnel, du tiers à la moitié pour le bio ; ajoutons à cela que les prix conventionnels sont en général plutôt bons, et que les exploitations attendent la prochaine loi agricole pour connaître les nouveaux subsides. Avec notre étude économique et écologique précitée, nous avons pu convaincre le ministère de revoir à la hausse les subventions aux agriculteurs bio, en démontrant qu'ils

n'étaient clairement pas favorisés. C'est un autre succès de l'IBLA, et nous espérons qu'il attirera plus de producteurs vers le modèle d'agriculture que nous étudions.

Qu'est-ce qui vous permet de garder une attitude positive sur la croissance du bio au Luxembourg ?

Un secteur où rien ne s'est passé pendant quinze ans, par exemple, connaît ces derniers temps un développement bio remarquable : la viticulture. Sept vigneronnes cultivent en bio maintenant, les Domaines Vinsmoselle s'y sont mis, et le travail de notre vulgarisatrice viticole a désormais un impact certain. Lier la notion de terroir, importante pour le vin, à l'agriculture biologique est une synergie très intéressante notamment. Les nouvelles subventions devraient aussi susciter des conversions ; nous espérons voir de nouveaux exploitants, des maraîchers par exemple, se joindre au mouvement : nous lançons d'ailleurs un projet d'économie solidaire pour aider à l'installation en maraîchage. Tout ce que fait l'IBLA est d'une grande importance : les discussions parfois polémiques existent encore, certes, mais nos actions objectives aident aussi à créer un véritable intérêt pour l'agriculture biologique, tous milieux confondus.